



28 AVRIL Ignazio Cassis et son épouse Paola rencontrent la reine Elizabeth II à Windsor. DOMINIC LIPINSKI/AP



20 OCTOBRE Ignazio Cassis en visite surprise à Kiev, où il a rencontré le président Volodymyr Zelensky. SERGEI SUPINSKY/AFP



7 DÉCEMBRE Les présidents de la Confédération 2022 et 2023 félicitent leurs nouveaux collègues. ALESSANDRO DELLA VALLE/AFP

«J'aimerais faire une deuxième présidence»

Fin de la pandémie, guerre en Ukraine, arrivée de deux nouveaux conseillers fédéraux. Voilà à quoi a ressemblé l'année extraordinaire du Tessinois.

Florent Quiquerez,
Lise Bailat Berne

Une majorité latine au Conseil fédéral, ça change quoi?

Ce n'est pas forcément la langue qui amène une nouvelle dynamique, mais plutôt la culture qu'elle véhicule. Je suis curieux de voir ce que cela apportera.

La semaine passée, vous avez mené la répartition des départements en français ou en allemand?

Les deux, comme souvent au Conseil fédéral.

On dit des deux nouveaux qu'ils sont accessibles, sympathiques et que le Conseil fédéral a besoin de telles personnalités. Le collègue manque de liant?

On ne peut pas le dire comme ça. Le Conseil fédéral sortant a géré deux crises majeures: la pandémie et la guerre en Ukraine. Malgré cela, nous avons continué à nous parler, à travailler ensemble et à nous voir avec plaisir chaque semaine. Dans ce genre de situations, il faut serrer les rangs et mettre les ego de côté dans l'intérêt du collège. Nous avons su le faire.

On a pu lire qu'être spontané et chaleureux comme Elisabeth Baume-Schneider n'est pas gage de sérieux. Vous étiez aussi comme ça et on a l'impression que le pouvoir vous a enfermé.

La fonction formate la personne. Mon prédécesseur disait qu'entrer au Conseil fédéral, c'était comme entrer dans une deuxième peau. Vous devez incarner ce que la population et les institutions attendent d'un membre du gouvernement. Ça ne veut pas dire s'oublier totalement, mais la personnalité doit s'associer à la fonction.

Vous terminez une présidence chamboulée par la guerre en Ukraine. Qu'est-ce qui vous a le plus marqué?

Ce fut une année extraordinaire au sens propre du terme. Il y a un an, on se disputait pour savoir si on allait passer les Fêtes à cinq ou à dix. Quand on dit cela aujourd'hui, on a l'impression que c'était au siècle dernier. 2022 a commencé par la fin des soucis liés à la pandémie. Mais ce bonheur a été de courte durée, le temps de basculer dans une



«2022 a commencé par la fin des soucis liés à la pandémie. Un bonheur de courte durée, le temps de basculer dans une guerre qui a désorienté toute l'Europe.»

Ignazio Cassis

guerre qui a désorienté toute l'Europe. Il a fallu ensuite s'occuper des conséquences concrètes de cette guerre, rassurer la population, s'occuper des défis énergétiques et de l'inflation. Enfin, la semaine passée, on a renouvelé le Conseil fédéral avec deux membres. Voilà en bref à quoi a ressemblé mon année présidentielle.

Si vous deviez retenir un événement, ce serait lequel?

Je n'ai pas encore tout digéré. Le jour où la Russie a agressé l'Ukraine a été un choc. La tenue de la Conférence de Lugano ou l'accueil chaleureux du président Zelensky à Kiev sont aussi des événements émotionnellement très forts. Mais il y a également eu des moments éloignés de la guerre, comme ma rencontre avec la reine Elizabeth II dans le château de Windsor. Cette femme représentait un morceau d'histoire. Et les 40 minutes que j'ai

passées avec elle m'ont profondément marqué.

Face à un tel personnage, est-on encore conseiller fédéral ou juste un fan devant son idole?

Le mot idole est le dernier que j'utiliserais. Il y avait dans cette rencontre un respect et une admiration. J'étais honoré d'avoir cette chance. Ça m'a rappelé ma visite auprès du pape, où je sentais tout ce qu'il représentait pour les catholiques dans le monde. Elizabeth II avait traversé tant de crises. On pourrait presque dire qu'elle a inventé le mot résilience.

La neutralité a été abondamment débattue cette année. Ça vous a surpris?

Pas du tout. On l'a sans doute oublié, car cela faisait plus de cinquante ans qu'il n'y avait plus eu d'agression d'un pays sur le conti-

né, mais ce débat sur la neutralité revient dans la population chaque fois qu'il y a une guerre. Et c'est assez compréhensible. La neutralité, ce n'est pas seulement un statut juridique, mais un élément constitutif de notre identité.

Autre point fort de cette année, le dossier européen. Vous rentrez de Paris où vous avez assisté à la Conférence sur l'Ukraine. Avez-vous pu échanger avec Ursula von der Leyen?

Nous avons fait le point sur la situation. Je crois que cette année a été caractérisée par un rapprochement des positions et la volonté de laisser derrière nous l'émotion négative de la fin des négociations de 2021. En même temps, il fallait cette interruption pour pouvoir tout remettre à zéro et trouver un nouveau chemin. Et c'est précisément la question que s'est posée le

Conseil fédéral suite à sa décision. En juin, nous avons fait le bilan et, en novembre, nous avons intensifié les discussions par une approche sur trois niveaux: politique, diplomatique et technique.

Qui a fait le premier pas, la Suisse ou l'UE?

Les deux. Ça a été un des principes de base dont j'ai discuté avec Ursula von der Leyen. Il y a eu cette année un pas en avant et une approche plus pragmatique dans la résolution des problèmes, notamment sur la libre circulation. Ces avancées sont aussi liées au fait qu'une relation de confiance s'est établie avec la présidente de la Commission européenne, notamment grâce aux échanges que nous avons eus en marge des rencontres internationales autour de la crise ukrainienne.

Concrètement, vous avez réussi à immuniser les mesures d'accompagnement, à faire en sorte qu'elles soient intouchables?

Pour faire simple, nous discutons auparavant uniquement du cadre institutionnel de nos relations. Avec la nouvelle approche, nous avons changé d'optique. Nous parlons maintenant de choses concrètes, comme de libre circulation, mais aussi d'électricité, de sécurité alimentaire, de recherche ou d'éducation. De cette manière, nous articulons des réponses institutionnelles dans les points qui touchent à l'accès au marché. Cela offre l'avantage de pouvoir doser les éléments institutionnels par des exceptions protégeant nos intérêts. Dans la libre circulation des personnes, nous en avons besoin. Nous voulons la libre circulation des travailleurs, pas celle des citoyens. Mais attention, il s'agit d'explorations pour l'instant. Rien n'est décidé, chaque partie avance ses intérêts, afin de trouver un terrain d'entente. La méthode utilisée est fructueuse et nous donne de l'espoir, mais des divergences subsistent encore.

Pour débloquer les choses, il faut que ça bouge aussi à l'intérieur. Avec Elisabeth Baume-Schneider, le PS intègre la délégation Europe. Ça change la donne?

Personnellement, j'ai trouvé que les discussions de cette année ont été sereines et claires. Le collège veut stabiliser ses relations avec

l'UE, il veut participer au marché intérieur par le biais des accords sectoriels et collaborer avec l'Europe dans le domaine de la recherche avec Horizon et de l'éducation avec Erasmus. Il ne devrait pas y avoir de changement avec les deux nouveaux membres du collège, qui sont issus des mêmes partis que leurs prédécesseurs. Sur la politique européenne, c'est le collègue dans son ensemble qui prend les décisions.

Vos rencontres avec Macron ont-elles aidé? Il a apprécié le fait que vous rejoigniez sa réflexion sur l'idée d'une Europe à la carte.

Certainement. Cette année, j'ai rencontré tous les chefs d'État et de gouvernement de nos cinq pays voisins. C'est important, car ce ne sont pas les États qui se parlent, mais les êtres humains qui les représentent. Si on arrive à se parler de manière décontractée, factuelle, pragmatique, on peut avancer ensemble. La rencontre avec Emmanuel Macron a été éclairante. Il y avait la volonté de laisser derrière nous les tensions et de regarder en avant. Je l'ai invité à venir en Suisse. Il n'a rien promis, mais a dit qu'il y songerait.

On retombe dans ce débat sur la présidence tournante de la Suisse, qui oblige à retisser des liens chaque année.

Cette discussion nous accompagne depuis la nuit des temps. En 2000, on a tenté une grande réforme du gouvernement. Le résultat? Un Secrétaire d'État en plus. Dans la culture française ou italienne, il y a cette notion de présidence forte. Mais la majorité du pays est de culture germanique et les Suisses allemands ont ce soin d'éviter de concentrer le pouvoir, à raison. Une présidence forte ne serait pas dans l'ADN de la Suisse. D'ailleurs, si j'ai décidé de rester aux Affaires étrangères, c'est aussi dans une idée de continuité, pour ne pas perdre notamment tous les contacts noués cette année. Partir m'occuper des routes ou de la santé n'aurait pas suivi ce principe, qui m'est cher, de continuité institutionnelle.

Vous aimeriez faire une deuxième année de présidence?

À ce stade oui. À la fin d'une telle année, on est content d'arriver au bout, mais on se réjouit aussi de voir arriver la prochaine!